

16 octobre 1989 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, lors du dîner offert en l'honneur de M. Mario Soares, Président du Portugal, et de Mme Soares, sur la construction européenne et les relations avec l'Europe centrale et l'Amérique latine, Paris, le 16 octobre 1989.

Monsieur le Président,

- madame et chers amis,

- C'est avec un très vif plaisir que nous vous accueillons ici ce soir au Palais de l'Élysée. Vous faites à la France l'honneur d'une visite d'État. Vous me donnez à moi-même la joie de retrouver pour quelques jours, un ami, un compagnon personnel. Nous nous sommes, monsieur le Président, beaucoup vus et beaucoup rencontrés en des circonstances très diverses, les unes difficiles, les autres plus souriantes. Toujours vous manifestiez une confiance dans l'avenir de votre pays, alliée au souci de le servir au mieux. Les faits vous ont donné raison. Le Portugal sait ce qu'il vous doit.

- Il y a environ deux ans et demi, vous m'aviez reçu, magnifiquement, dans votre pays. Vous souhaitiez, m'avez vous dit, que le Président de la République française fût le premier chef d'État à s'y rendre depuis l'entrée - on a envie de dire le retour - du Portugal dans l'ensemble européen. Et pour ma part, je vous ai adressé tout de suite après les élections de juin 1988 l'invitation à laquelle vous avez bien voulu répondre en venant à Paris aujourd'hui.

- Entre nos deux pays, il n'y a que des liens de toutes sortes et pas un seul de ces nuages que l'on appelle contentieux dans le langage diplomatique. Liens politiques, bien sûr, liens économiques et commerciaux - nos échanges progressent à un rythme rapide - liens scientifiques, liens culturels : vous connaissez notre préoccupation pour la diffusion de la langue française que vous parlez si bien l'un et l'autre et nous souhaitons de la même façon donner à l'enseignement du portugais en France la place qui lui revient. Il était temps aussi que nous fassions un effort pour mettre à la disposition du public français un nombre croissant d'oeuvres portugaises : c'est tout le sens de cette opération qui porte ici le nom heureux de "Belles étrangères".

- Et je n'aurai garde d'oublier ce qui fait la singularité, la richesse de nos relations, à savoir la présence en France d'une importante communauté portugaise, très respectée, très appréciée. J'espère que lorsque vos compatriotes rentrent au pays, ils emportent un peu de la France dans leur cœur et ils nous le montrent bien.

- Entre la France et le Portugal donc, l'histoire présente de nos relations tient les promesses du passé. Et nous avons, qui plus est, un avenir commun puisque nous appartenons les uns et les autres à cette partie nouvelle qu'est l'Europe.\

Le Portugal a, je crois, donné un des plus magnifiques exemples de foi dans l'entreprise communautaire, de détermination à engager les adaptations nécessaires, d'audace intelligente. C'était risqué. Vous avez, chacun peut le constater, réussi. Ce n'est pas étonnant, dans votre cas, comme dans celui de l'Espagne, le terme d'"adhésion" prend tout son sens. Vous avez adhéré à

un ensemble de principes, à une communauté de valeurs, à un projet politique sans lequel l'Europe ne serait qu'une bureaucratie raffinée mais dérisoire.

- Il reste beaucoup à faire pour cette aventure dans laquelle nous nous sommes engagés. J'y ai personnellement beaucoup tenu. Nos affaires, je veux dire l'adhésion du Portugal à la Communauté européenne marchait mal il y a quelques années. Je ne sais pourquoi l'Europe vous refusait alors que l'Histoire, la géographie, la culture, le bon sens l'exigeaient. Sans doute était-ce de savants équilibres dans lesquels le devenir de l'Europe n'avait qu'une faible part. Enfin, nous le savons tous deux, nous avons souvent eu l'occasion d'en parler. Aujourd'hui, il est clair que nos pays manifestent ou démontrent la même volonté de faire progresser ce qui est aujourd'hui notre tâche principale, l'Union économique et monétaire. Les principes en ont été établis lors du Conseil européen de Madrid qui a fixé au 1er juillet 1990 le commencement d'un processus, une fois déterminés les travaux préparatoires. C'est dans peu de temps. Aussi devons-nous nous y préparer, avec souplesse quant aux méthodes mais avec énergie quant aux objectifs.

- Comme la France, le Portugal tient à ce qu'avance parallèlement la construction de l'Europe sociale. Il ne serait pas concevable que les questions d'hygiène et de sécurité dans le travail, de conditions de travail, de protection sociale, que sais-je, soient rangées dans la catégorie "A traiter plus tard", où, pis, "A évacuer au plus vite". Il ne s'agit ni de distribuer des aumônes, ni d'embellir la façade. Ce domaine social fait partie intégrante du projet que nous avons pour l'Europe. Je sais que les idées et les approches abondent et divergent. Il faut en débattre, il faut en discuter, c'est ce que nous faisons.

- Continuons la liste des dossiers en cours que nous avons à régler présentement. Sur cette liste figurait, continue de figurer bien entendu l'audiovisuel comme approche la plus immédiate des formes de culture et de communication, d'échanges. Les assises européennes se sont tenues très récemment à Paris - votre pays y a pris part et il a adopté la déclaration commune sur ce que l'on a appelé Eurêka audiovisuel. C'est très important. Voilà un dossier qui certes n'est pas clos mais qui aurait pu l'être dans le refus général, je veux dire dans la négation. De la même façon nous avons avancé sur l'environnement, sur la négociation de Lomé IV, c'est-à-dire le renouvellement des accords entre la Communauté et un certain nombre de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, la libre circulation des personnes. On se rend bien compte qu'il n'y aura pas d'Europe si ceux qui y demeurent n'ont pas le sentiment qu'il existe une Communauté ouverte à tous. Je pense que l'on peut faire beaucoup plus, beaucoup plus pour faciliter les échanges entre étudiants par exemple, entre universités. Je l'ai dit, récemment à Bologne qui fêtait le 900ème anniversaire de sa création, première université européenne dans l'Histoire, juste avant - de peu encore faut-il trancher cette querelle - je ne suis pas expert et quelques universitaires français se trouvent parmi nous, il faut prendre des précautions, enfin juste avant la Sorbonne.\

Telles sont, rapidement passées en revue, les urgences, auxquelles j'ajouterai encore sur le plan politique général, dans le cadre des initiatives de caractère politique qu'il revient à la Communauté de prendre comme elle l'a fait sur le Liban, sur le Proche et le Moyen-Orient sur bien d'autres choses encore, l'urgence de l'aide à apporter à la Pologne et à la Hongrie, d'où vous revenez, monsieur le Président. C'est une question très concrète, il faut envoyer dans l'immédiat des produits alimentaires, veiller à ce qu'ils arrivent sur les étagères des magasins, et sur la table des habitants. En même temps, il convient de former des cadres, ils en ont besoin et nous le demandent, de soutenir l'agriculture, transformer les circuits de distribution, et la tâche est immense. La Communauté a bien fait de réclamer la responsabilité de ce travail. Elle le fait avec diligence. Je salue cet effort. On commence de rassembler les moyens d'y répondre, ce qui ne veut pas dire que cela suffise car l'effort individuel de chacun de nos pays se révélera indispensable. Nous connaissons les enjeux : pour que la Pologne et la Hongrie - je cite ces deux pays parce qu'ils se sont avancés eux-mêmes au devant de la scène, ce n'était pas un choix idéologique ou partisan, même si je pense en particulier à la Pologne, aux relations historiques très précises, très anciennes et très fortes qui nous unissaient - progressent dans la voie de la démocratie, au préalable, il leur faut sortir de la crise économique et financière dans laquelle ils se trouvent. Mais de leur réussite, donc de la nôtre, dépendra celle de l'Europe tout entière et leur échec nèserait lourd sur l'avenir du continent. C'est pourquoi les pays de la Communauté ie

leur succès poserait tout sur l'avenir du continent. C'est pourquoi les pays de la Communauté, je n'ai pas besoin de les y inviter, l'ont compris déjà. Enfin, il faut multiplier désormais la présence, les efforts. Mais aussi les autres Européens qui ne sont pas membres de la Communauté, tous sont intéressés ou doivent l'être et se sentir responsables. Le continent européen, l'Europe aussi est notre patrie pris dans le sens le plus large, on le voit de plus en plus à travers les siècles qui viennent. Les événements en Europe de l'Est, en Union soviétique, secouent nos modes de pensée, et plus encore les leurs. Nul n'est en mesure de faire des prédictions sur les configurations futures. Mais, ceci au moins est certain, le renforcement des liens entre les pays de la Communauté économique européenne sert la cause de l'Europe dans son sens le plus large.\

Les pays d'Europe centrale ont besoin que la Communauté affirme sa solidarité dans les faits, ils ont besoin même si les pays de la Communauté ne le ressentent pas toujours avec la même acuité, ils ont besoin que cette Europe-là, la nôtre, où nous sommes, que nous avons déjà commencé de construire, soit unie économiquement et politiquement. Cela veut dire quoi ? Qu'il ne faut pas perdre de temps pour donner à cette communauté les structures dont elle a besoin.

- J'en parle d'autant plus aisément que nous partageons, monsieur le Président, les mêmes analyses, les mêmes préoccupations, nous en avons si souvent parlé que nous connaissons par coeur notre discours. Nous partageons le même espoir. Nous estimons l'un et l'autre qu'il faut continuer de veiller avec une grande attention aussi, parallèlement, avec la même façon, à notre sécurité, en particulier dans la conduite des négociations sur le désarmement conventionnel. Ce n'est pas cette nouvelle page qui se tourne dans l'histoire de l'Europe qui doit faire oublier qu'il est des permanences dans l'histoire de l'Europe. Membres d'une même alliance, de façon différente, puisque vous appartenez au commandement militaire intégré de l'OTAN, dont la France est absente, membre l'un et l'autre de l'UEO, auquel le Portugal a récemment adhéré, nos deux pays peuvent sur tous ces sujets approfondir leur réflexion commune, notre langage est facile.\

Nous avons déjà parlé quelques heures depuis le début de cette journée et nous avons évoqué certains autres des grands problèmes internationaux. De son balcon marin le Portugal a vue sur le monde. Son expérience est riche il ne s'est guère passé d'événements majeurs dans l'histoire du monde auquel le Portugal n'ait pas été mêlé. Et puis nous partageons, vous et nous, le même attachement pour le continent africain dont les difficultés sont aggravées trop souvent par des déchirements de toutes sortes, dont les difficultés économiques pèsent lourd sur eux et sur nous tous. Puis il y a le problème de l'Afrique australe, vous le connaissez particulièrement bien. Il est permis d'espérer, oui nous commençons de pouvoir espérer que la paix civile reviendra. Et nous avons accueilli, je dois le dire avec satisfaction le geste de réconciliation fait ces derniers jours en Afrique du Sud. Nous sommes loin du compte, mais ce début doit être souligné.\

Vous portez également, en raison de l'appartenance du Brésil à la civilisation portugaise, un intérêt particulier à l'Amérique latine. Je reviens du Venezuela, de l'Equateur, de la Colombie et j'ai pu mesurer l'ampleur des difficultés de toutes sortes qui assaillent ces pays. Relevons simplement deux de ces difficultés, la dette et la drogue. Tous m'en ont parlé. Entrave au développement qu'est la dette, mirage de solution qu'est la drogue. La dette et la drogue, la réponse à ces deux problèmes majeurs appartient à la communauté internationale il faut s'en convaincre. Et la solidarité des nations, le cas échéant leur rigueur, doit s'appliquer très fermement. Il faut en appeler à la sauvegarde de nos sociétés, de nos fils et de nos filles. Cela exige de notre part une mobilisation de l'esprit mais aussi des moyens matériels et financiers sur lesquels il ne convient pas de lésiner parce que c'est une véritable bataille, je dirais presque une guerre qu'il faut gagner. Je ferai une seule remarque : il y a des difficultés inhérentes aux pays producteurs, qui travaillent et qui connaissent la misère. C'est là que se fabriquent sous nos yeux les causes des désordres prochains, des révolutions sociales et des révolutions politiques, celles de la misère, du désespoir, de la mort, de la faim.

- Les représentants de la France et les vôtres clament ce qu'il leur apparaît être des évidences, d'une extrême urgence. Nous commençons d'être entendus, nous devons l'être davantage. Nous devons continuer à répéter les mêmes choses avec la même foi et la même énergie, car ce sont

des combats majeurs. Que de fois m'est-il arrivé de dire que le fossé qui sépare les pays riches des pays pauvres représente un danger pour l'humanité, pour les pauvres et riches confondus, plus sur que la bombe atomique. D'abord, la bombe atomique tenue dans des mains responsables a représenté depuis plus de 40 ans la sécurité d'un monde fou. Faut-il être assez fou pour disposer d'une arme folle afin d'assurer la sagesse générale mais c'est comme cela.

- La bombe atomique est détenue par des responsables peu nombreux. La misère et le désespoir appartiennent à ces milliards d'êtres humains dont personne ne peut dire qui pourrait les contrôler, ainsi se développeront de jour en jour les colères, les émeutes, les répressions, la confusion, le terrorisme, serons-nous finalement vaincus par nous-mêmes. Jetons l'alarme une fois de plus.\

Enfin, monsieur le Président, madame, je pense en terminant à un événement récent qui nous est un souvenir commun, les fêtes du Bicentenaire de la Révolution française. Vous nous avez fait l'honneur d'y participer et je tenais à ce que vous fussiez à mes côtés pour la célébration d'une page de l'Histoire de France dans laquelle vous vous retrouvez. Je me souviens de nos conversations d'avant où vous me disiez : "ça c'est notre histoire aussi". C'est de l'histoire intellectuelle, morale et sentimentale d'hommes à travers le monde, d'hommes comme Mario Soares et je sais qu'en ce même 13 juillet les habitants de Lisbonne dansaient sur la place de la mairie et célébraient eux aussi leur nuit du Bicentenaire.

- J'en ai fini, il faut bien finir en levant son verre, ce qui est un geste fort civil et recommandé, un rituel mais un rituel qui peut être sympathique. Il arrive parfois qu'il ne soit pas très sincère en l'occurrence soyez-en sûrs, il l'est.\

Ayant parlé de votre santé, comment ne penserais-je pas à cet homme jeune, votre fils qui il y a si peu de jours se fracassait dans un avion en perdition. Je vous avais appelé en Hongrie, vous avez bien voulu me rassurer en tous cas me communiquer votre première espérance tandis que vous, madame, étiez déjà partie dans ce pays lointain.

- Nous pensons à vous. Nous pouvons aujourd'hui penser que votre fils reviendra retrouver sa femme, ses enfants, sa ville, son pays et vous-même. Soyez sûrs que nos vœux sont avec vous, pour votre santé, votre bonheur, pour vos proches, vos amis, vos deux enfants que j'ai l'avantage de connaître et d'apprécier, pour la santé et le bonheur de votre peuple, du peuple du Portugal. C'est à lui que je penserai surtout en levant mon verre comme je le fais maintenant. Le peuple du Portugal, aux Portugaises et aux Portugais auxquels je veux apporter en cet instant le salut et l'amitié des Français, de la France.\